

Arrêté Ministériel du 11 Avril 2017 – Annexe II

PRESCRIPTIONS DE L'ARRETE MINISTERIEL DU 11 AVRIL 2017	EVALUATION DE L'ADEQUATION DU PROJET - DISPOSITIONS PREVUES / A PREVOIR
<b>1. DISPOSITIONS GENERALES</b>	
<p><u>1.1 Conformité de l'installation</u> L'installation est implantée, réalisée et exploitée conformément aux plans et documents joints au dossier de déclaration, d'enregistrement ou d'autorisation.</p>	<p>L'installation sera conforme au dossier de demande d'autorisation environnementale auquel est annexé le présent document.</p>
<p><u>1.2 Contenu du dossier</u> L'exploitant établit et tient à jour un dossier comportant les éléments suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- une copie de la demande de déclaration, d'enregistrement ou d'autorisation et du dossier qui l'accompagne ;</li> <li>- ce dossier tenu à jour et daté en fonction des modifications apportées à l'installation ;</li> <li>- l'étude de flux thermique prévue au point 2 pour les installations soumises à déclaration, le cas échéant ;</li> <li>- la preuve de dépôt de déclaration ou l'arrêté d'enregistrement ou d'autorisation délivré par le Préfet ainsi tout autre Arrêté Préfectoral relatif à l'installation ;</li> <li>- les différents documents prévus par le présent arrêté.</li> </ul> <p>Ce dossier est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées et, pour les installations soumises à déclaration, de l'organisme chargé du contrôle périodique.</p>	<p>Sans objet à l'heure actuelle : dossier de demande d'autorisation environnementale objet du présent dossier.</p>



PRESCRIPTIONS DE L'ARRETE MINISTERIEL DU 11 AVRIL 2017	EVALUATION DE L'ADEQUATION DU PROJET - DISPOSITIONS PREVUES / A PREVOIR
<p><u>1.3 Intégration dans le paysage</u></p> <p>L'ensemble des installations est maintenu propre et entretenu en permanence. Les abords de l'installation, placés sous le contrôle de l'exploitant, sont aménagés et maintenus en bon état de propreté et exempts de sources potentielles d'incendie. Des écrans de végétation sont mis en place, si cela est possible.</p> <p>Pour l'entretien des surfaces extérieures de son site (parkings, espaces verts, voies de circulation...), l'exploitant met en œuvre des bonnes pratiques, notamment en ce qui concerne le désherbage.</p>	<p>Un nettoyage régulier sera réalisé.</p> <p>En matière d'aménagements paysagers, le site respectera les exigences du PLU et le cahier de prescriptions de la ZAC.</p> <p>Aucun produit phytosanitaire ne sera utilisé pour l'entretien des espaces verts.</p>
<p><u>1.4 Etat des matières stockées</u></p> <p>L'exploitant tient à jour un état des matières stockées.</p> <p>L'exploitant dispose, sur le site et avant réception des matières, des fiches de données de sécurité pour les matières dangereuses, prévues dans le code du travail.</p> <p>Ces documents sont tenus en permanence, de manière facilement accessible, à la disposition des services d'incendie et de secours et de l'inspection des installations classées.</p>	<p>L'exploitant prévoit dans le cadre du projet la mise en place d'un logiciel de gestion du stockage, permettant de connaître à tout instant l'état des stocks.</p> <p>Pour rappel le site est classé au titre de la rubrique 4000 (Seveso seuil bas).</p>
<p><u>1.5 Dispositions en cas d'incendie</u></p> <p>En cas de sinistre, l'exploitant réalise un diagnostic de l'impact environnemental et sanitaire de celui-ci en application des guides établis par le ministère chargé de l'environnement dans le domaine de la gestion du post-accidentelle. Il réalise notamment des prélèvements dans l'air, dans les sols et le cas échéant les points d'eau environnants, afin d'estimer les conséquences de l'incendie en termes de pollution. Le Préfet peut prescrire, d'urgence, tout complément utile aux prélèvements réalisés par l'exploitant.</p>	<p>Sans objet à l'heure actuelle.</p>



PRESCRIPTIONS DE L'ARRETE MINISTERIEL DU 11 AVRIL 2017	EVALUATION DE L'ADEQUATION DU PROJET - DISPOSITIONS PREVUES / A PREVOIR
<p><u>1.6 Eau</u></p> <p><b>1.6.1. Plan des réseaux</b></p> <p>Les différentes canalisations accessibles sont repérées conformément aux règles en vigueur.</p> <p>Un schéma de tous les réseaux et un plan des égouts sont établis par l'exploitant, régulièrement mis à jour, notamment après chaque modification notable, et datés.</p> <p>Le plan des réseaux d'alimentation et de collecte fait notamment apparaître :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- l'origine et la distribution de l'eau d'alimentation ;</li> <li>- les dispositifs de protection de l'alimentation (bac de disconnexion, implantation des disconnecteurs ou tout autre dispositif permettant un isolement avec la distribution alimentaire, etc.) ;</li> <li>- les secteurs collectés et les réseaux associés ;</li> <li>- les ouvrages de toutes sortes (vannes, compteurs, etc.) ;</li> <li>- les ouvrages d'épuration interne avec leurs points de contrôle et les points de rejet de toute nature 'interne ou au milieu).</li> </ul>	<p>Plan des réseaux fourni en Annexe 2 .</p> <p>Ce dernier sera mis à jour une fois la construction achevée.</p>
<p><b>1.6.2 Entretien et surveillance</b></p> <p>Les réseaux de collecte des effluents sont conçus et aménagés de manière à être curables, étanches (sauf en ce qui concerne les eaux pluviales), et à résister dans le temps aux actions physiques et chimiques des effluents ou produits susceptibles d'y transiter. L'exploitant s'assure par des contrôles appropriés et préventifs de leur bon état et de leur étanchéité.</p> <p>Par ailleurs, un ou plusieurs réservoirs de coupure ou bacs de disconnexion ou tout autre équipement présentant des garanties équivalentes sont installés afin d'isoler les réseaux d'eaux industrielles et pour éviter des retours de produits non compatibles avec la potabilité de l'eau dans les réseaux d'eau publique ou dans les nappes souterraines.</p> <p>Le bon fonctionnement de ces équipements fait l'objet de vérifications au moins annuelles.</p>	<p>Les réseaux seront étanches et entretenus régulièrement.</p> <p>Un disconnecteur sera placé sur la canalisation d'arrivée d'eau potable à l'entrée du site.</p> <p>Le bon fonctionnement de ces équipements sera évalué annuellement.</p>



PRESCRIPTIONS DE L'ARRETE MINISTERIEL DU 11 AVRIL 2017	EVALUATION DE L'ADEQUATION DU PROJET - DISPOSITIONS PREVUES / A PREVOIR
<p><b>1.6.3 Caractéristiques générales de l'ensemble des rejets</b></p> <p>Les effluents rejetés sont exempts :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- de matières flottantes ;</li> <li>- de produits susceptibles de dégager, en égout ou dans le milieu naturel, directement ou indirectement, des gaz ou vapeurs toxiques, inflammables ou odorantes ;</li> <li>- de tout produit susceptible de nuire à la conservation des ouvrages, ainsi que des matières décomposables ou précipitables qui, directement ou indirectement, sont susceptibles d'entraver le bon fonctionnement des ouvrages.</li> </ul>	<p>Sans objet à l'heure actuelle.</p>
<p><b>1.6.4 Eaux pluviales</b></p> <p>Les eaux pluviales non souillées ne présentant pas une altération de leur qualité d'origine sont évacuées par un réseau spécifique.</p>	<p>Compte tenu de l'activité du site, les eaux pluviales de toiture sont considérées comme non polluées.</p> <p>Elles sont canalisées et renvoyées vers les bassins et noues d'infiltration du site.</p>
<p>Les eaux pluviales susceptibles d'être polluées, notamment par ruissellement sur les voies de circulation, aires de stationnement, de chargement et déchargement, aires de stockage et autres surfaces imperméables, sont collectées par un réseau spécifique et traitées par un ou plusieurs dispositifs séparateurs d'hydrocarbures correctement dimensionnés ou tout autre dispositif d'effet équivalent. Le bon fonctionnement de ces équipements fait l'objet de vérifications au moins annuelles.</p>	<p>Les eaux pluviales de quais sont canalisées et rejetées dans le bassin de tamponnement VRD du site, traitées par un séparateur à hydrocarbures puis envoyées vers les bassins et noues d'infiltration.</p> <p>Dimensionnement des ouvrages réalisé sur la base d'une pluie trentennale.</p> <p>Séparateur HCT de classe 1 qui fera l'objet d'une vérification à minima annuelle.</p> <p>Les eaux de parking seront traitées via les noues d'infiltration jouant un rôle épuratoire.</p> <p>Il a été estimé que la phytoépuration remplissait les critères de dispositif d'effet équivalent au séparateur.</p> <p>Voir Annexe 11 : Note de dimensionnement de la gestion des eaux pluviales.</p>



PRESCRIPTIONS DE L'ARRETE MINISTERIEL DU 11 AVRIL 2017	EVALUATION DE L'ADEQUATION DU PROJET - DISPOSITIONS PREVUES / A PREVOIR
<p>Les eaux pluviales susvisées rejetées respectent les conditions suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- pH compris entre 5,5 et 8,5 ;</li> <li>- la couleur de l'effluent ne provoque pas de coloration persistante du milieu récepteur ;</li> <li>- l'effluent ne dégage aucune odeur ;</li> <li>- teneur en matières en suspension inférieure à 100mg/l ;</li> <li>- teneur en hydrocarbures inférieure à 10 mg/l ;</li> <li>- teneur chimique en oxygène sur effluent non décanté (DCO) inférieure à 300 mg/l ;</li> <li>- teneur biochimique en oxygène sur effluent non décanté (DBO5) inférieure à 100mg/l.</li> </ul>	<p>Les ouvrages de prétraitement sont prévus pour atteindre le niveau de performance défini par l'arrêté.</p>
<p>Lorsque le ruissellement sur l'ensemble des surfaces (toitures, aires de parking, etc) de l'entrepôt, en cas de pluie correspondant au maximal décennal de précipitations, est susceptible de générer un débit à la sortie des ouvrages de traitement de ces eaux supérieur à 10% du QMNA5 du milieu récepteur, l'exploitant met en place un ouvrage de collecte afin de respecter, en cas de précipitations décennales, un débit inférieur à 10% de ce QMNA5.</p>	<p>L'ensemble des eaux pluviales du site sera infiltré à la parcelle. Sans objet</p>
<p>En cas de rejet dans un ouvrage collectif de collecte, le débit maximal et les valeurs limites de rejet sont fixés par convention entre l'exploitant et le gestionnaire de l'ouvrage de collecte."</p>	<p>L'ensemble des eaux pluviales du site sera infiltré à la parcelle. Sans objet</p>
<p><b>1.6.5 Eaux domestiques</b> Les eaux domestiques sont collectées de manière séparative. Elles sont traitées et évacuées conformément aux règlements en vigueur sur la commune d'implantation du site.</p>	<p>Les eaux domestiques seront collectées par un réseau spécifique, puis transférées dans le réseau de la ZAC pour traitement au niveau de la station d'épuration d'Estrées-Deniécourt.</p>



PRESCRIPTIONS DE L'ARRETE MINISTERIEL DU 11 AVRIL 2017	EVALUATION DE L'ADEQUATION DU PROJET - DISPOSITIONS PREVUES / A PREVOIR
<p><b>1.7 Déchets</b></p> <p><b>1.7.1 Généralités</b></p> <p>L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception et l'exploitation de ses installations pour assurer une bonne gestion des déchets de son entreprise, notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- limiter à la source la quantité et la toxicité de ses déchets en adoptant des technologies propres ;</li> <li>- trier, recycler, valoriser ses sous-produits de fabrication ;</li> <li>- s'assurer du traitement ou du prétraitement de ses déchets, notamment par voie physico-chimique, biologique ou thermique ;</li> <li>- s'assurer, pour les déchets ultimes dont le volume doit être strictement limité, d'un stockage dans les meilleures conditions possibles.</li> </ul>	<p>Activité de logistique peu génératrice de déchets (réception, stockage, expédition de produits).</p> <p>Tri des déchets prévu sur le site via des bennes distinctes.</p> <p>Gestion confiée à des entreprises agréées pour leur transport/traitement.</p>
<p><b>1.7.2 Stockage des déchets</b></p> <p>Les déchets et résidus produits sont stockés, avant leur gestion dans les filières adaptées, dans des conditions ne présentant pas de risques de pollution (prévention d'un lessivage par les eaux météoriques, d'une pollution des eaux superficielles et souterraines, des envols et des odeurs) pour les populations avoisinantes et l'environnement.</p> <p>Les stockages temporaires, avant gestion des déchets spéciaux, sont réalisés sur des cuvettes de rétention étanches et si possible protégés des eaux météoriques.</p>	<p>Stockage dans des bennes fermées en extérieur.</p> <p>Boues du séparateur à hydrocarbures pompées directement par le prestataire en charge de son entretien : pas de stockage sur le site.</p>
<p><b>1.7.3 Gestion des déchets</b></p> <p>Les déchets qui ne peuvent pas être valorisés sont stockés définitivement dans des installations réglementées conformément au code de l'environnement. L'exploitant est en mesure de justifier la gestion adaptée de ces déchets sur demande de l'inspection des installations classées. Il met en place un registre caractérisant et quantifiant tous les déchets dangereux générés par ses activités.</p> <p>Tout brûlage à l'air libre est interdit.</p>	<p>Les prestataires sélectionnés devront remettre à l'exploitant, les agréments de transport de déchets ainsi que les arrêtés préfectoraux des éliminateurs desdits déchets.</p> <p>Un registre sera mis en place par l'exploitant.</p> <p>Aucun brûlage à l'air libre ne sera réalisé.</p>



PRESCRIPTIONS DE L'ARRETE MINISTERIEL DU 11 AVRIL 2017	EVALUATION DE L'ADEQUATION DU PROJET - DISPOSITIONS PREVUES / A PREVOIR
<p><b>2. REGLES D'IMPLANTATION</b></p> <p>I. – Pour les installations soumises à enregistrement ou à autorisation, les parois extérieures de l'entrepôt (ou les éléments de structure dans le cas d'un entrepôt ouvert) sont suffisamment éloignées:</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- des constructions à usage d'habitation, des immeubles habités ou occupés par des tiers et des zones destinées à l'habitation, à l'exclusion des installations connexes à l'entrepôt, et des voies de circulation autres que celles nécessaires à la desserte ou à l'exploitation de l'entrepôt, d'une distance correspondant aux effets létaux en cas d'incendie (seuil des effets thermiques de 5 kW/m<sup>2</sup>);</li> <li>- des immeubles de grande hauteur, des établissements recevant du public (ERP) autres que les guichets de dépôt et de retrait des marchandises conformes aux dispositions du point 4. de la présente annexe sans préjudice du respect de la réglementation en matière d'ERP, des voies ferrées ouvertes au trafic de voyageurs, des voies d'eau ou bassins exceptés les bassins de rétention ou d'infiltration d'eaux pluviales et de réserve d'eau incendie, et des voies routières à grande circulation autres que celles nécessaires à la desserte ou à l'exploitation de l'entrepôt, d'une distance correspondant aux effets irréversibles en cas d'incendie (seuil des effets thermiques de 3 kW/m<sup>2</sup>).</li> </ul> <p>Les distances sont au minimum soit celles calculées pour chaque cellule en feu prise individuellement par la méthode FLUMILOG (réf. DRA-09-90 977-14553A) si les dimensions du bâtiment sont dans son domaine de validité, soit celles calculées par des études spécifiques dans le cas contraire. Les parois extérieures de l'entrepôt ou les éléments de structure dans le cas d'un entrepôt ouvert, sont implantées à une distance au moins égale à 20 mètres de l'enceinte de l'établissement, à moins que l'exploitant justifie que les effets létaux (seuil des effets thermiques de 5 kW/m<sup>2</sup>) restent à l'intérieur du site au moyen, si nécessaire, de la mise en place d'un dispositif séparatif E120.</p>	
	<p>Les parois de l'entrepôt sont implantées à une distance minimale de 20 m de l'enceinte de l'établissement.</p> <p>Les modélisations réalisées dans l'étude de dangers via le logiciel FLUMILOG montrent que les flux thermiques de 5 et 8 kW/m<sup>2</sup> restent à l'intérieur de la limite de propriété. Aucun immeuble de grande hauteur, ERP ... n'est concerné par les seuils des effets thermiques de 3 kW/m<sup>2</sup>.</p> <p>Voir : ETUDE DE DANGER et annexe 16 : Notes de calcul Flumilog</p>



PRESCRIPTIONS DE L'ARRETE MINISTERIEL DU 11 AVRIL 2017	EVALUATION DE L'ADEQUATION DU PROJET - DISPOSITIONS PREVUES / A PREVOIR
II. – Pour les installations soumises à déclaration, les parois extérieures de l'entrepôt (ou les éléments de structure dans le cas d'un entrepôt ouvert) sont éloignées des limites du site de a minima 1,5 fois la hauteur, sans être inférieures à 20 m, à moins qu'un dispositif séparatif E120 soit mis en place, et que l'exploitant justifie que les effets létaux (seuil des effets thermiques de 5 kW/m²) restent à l'intérieur du site.	Sans objet.
III. – Les parois externes des cellules de l'entrepôt sont suffisamment éloignées des stockages extérieurs de matières et des zones de stationnement susceptibles de favoriser la naissance d'un incendie pouvant se propager à l'entrepôt.	Les parkings sont suffisamment éloignés du bâtiment. Il n'est pas prévu d'aire de stockage extérieur.
<b>3. ACCESSIBILITE</b>	
<u>3.1 Accessibilité au site</u> L'installation dispose en permanence d'un accès au moins pour permettre à tout moment l'intervention des services d'incendie et de secours.	L'installation disposera en permanence d'au moins deux accès au site.
Les véhicules dont la présence est liée à l'exploitation de l'installation stationnent sans occasionner de gêne pour l'accessibilité des engins des services d'incendie et de secours depuis les voies de circulation externes au bâtiment, même en dehors des heures d'exploitation et d'ouverture de l'installation.	Des aires de stationnement sont dédiées aux véhicules légers et poids lourds. Aucun véhicule lié à l'exploitation ne stationnera sur les voies d'accès.
L'accès au site est conçu pour pouvoir être ouvert immédiatement sur demande des services d'incendie et de secours ou directement par ces derniers.	Le site sera gardienné, le personnel de sécurité sera en mesure de faciliter les accès au site.
<u>3.2. Voie « engins »</u> Une voie « engins » au moins est maintenue dégagée pour : – la circulation sur la périphérie complète du bâtiment ; – l'accès au bâtiment ; – l'accès aux aires de mise en station des moyens aériens ; – l'accès aux aires de stationnement des engins.	Voie engin présente sur le périmètre complet du site. Cette voie dessert les aires de mises en station des moyens aériens ainsi que les aires de stationnement des engins à proximité des poteaux incendie. Ces éléments sont visualisables sur les plans fournis en annexe du dossier.
Elle est positionnée de façon à ne pouvoir être obstruée par l'effondrement de tout ou partie de ce bâtiment ou occupée par les eaux d'extinction.	Les principes constructifs prévoient une ruine du bâtiment vers l'intérieur de celui-ci. Eaux d'extinction incendie confinées dans les bassins extérieurs : pas de stockage dans les quais.





PRESCRIPTIONS DE L'ARRETE MINISTERIEL DU 11 AVRIL 2017	EVALUATION DE L'ADEQUATION DU PROJET - DISPOSITIONS PREVUES / A PREVOIR
<p>Cette voie « engins » respecte les caractéristiques suivantes:</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>– la largeur utile est au minimum de 6 mètres, la hauteur libre au minimum de 4,5 mètres et la pente – inférieure à 15 %;</li> <li>– dans les virages, le rayon intérieur R minimal est de 13 mètres. Une surlargeur de <math>S = 15/R</math> mètres est ajoutée dans les virages de rayon intérieur R compris entre 13 et 50 mètres;</li> <li>– la voie résiste à la force portante calculée pour un véhicule de 320 kN avec un maximum de 130 kN par essieu, ceux-ci étant distants de 3,6 mètres au minimum;</li> <li>– chaque point du périmètre du bâtiment est à une distance maximale de 60 mètres de cette voie;</li> <li>– aucun obstacle n'est disposé entre la voie « engins » et les accès au bâtiment, les aires de mise en station des moyens aériens et les aires de stationnement des engins.</li> </ul>	<p>Prescriptions prises en compte dans le cadre du projet et vérifiables sur les plans annexés.</p> <p>La force portante de la voie « engins » sera conforme à celle requise ci-contre.</p> <p>Voir : Annexe 2 : Plans du projet</p>
<p>En cas d'impossibilité de mise en place d'une voie « engins » permettant la circulation sur l'intégralité de la périphérie du bâtiment et si tout ou partie de la voie est en impasse, les 40 derniers mètres de la partie de la voie en impasse sont d'une largeur utile minimale de 7 mètres et une aire de retournement comprise dans un cercle de 20 mètres de diamètre est prévue à son extrémité.</p> <p>Pour les installations soumises à autorisation ou à enregistrement, le positionnement de la voie « engins » est proposé par le pétitionnaire dans son dossier de demande.</p>	<p>La voie engin permet de faire le tour complet du bâtiment.</p>



PRESCRIPTIONS DE L'ARRETE MINISTERIEL DU 11 AVRIL 2017	EVALUATION DE L'ADEQUATION DU PROJET - DISPOSITIONS PREVUES / A PREVOIR
<p><u>3.3. Aires de stationnement</u></p> <p><b>3.3.1. Aires de mise en station des moyens aériens</b></p> <p>Les aires de mise en station des moyens aériens permettent aux engins de stationner pour déployer leurs moyens aériens (par exemple les échelles et les bras élévateurs articulés). Elles sont directement accessibles depuis la voie « engins » définie au 3.2.</p> <p>Elles sont positionnées de façon à ne pouvoir être obstruées par l'effondrement de tout ou partie du bâtiment ou occupées par les eaux d'extinction.</p> <p>Elles sont entretenues et maintenues dégagées en permanence.</p> <p>Pour toute installation, au moins une façade est desservie par au moins une aire de mise en station des moyens aériens. Au moins deux façades sont desservies lorsque la longueur des murs coupe-feu reliant ces façades est supérieure à 50 mètres.</p>	<p>Des aires de mise en station des échelles sont prévues sur toutes les façades du bâtiment.</p> <p>Elles seront accessibles depuis la voie engin.</p> <p>Le bâtiment est conçu pour s'effondrer vers l'intérieur, et que les eaux d'extinction n'occuperont pas les aires de mise en station. Pour mémoire seules les eaux d'extinction correspondant à l'excédent de volume lié à la prise en compte de la pluie décennale pourront se retrouver dans les quais.</p>
<p>Les murs coupe-feu séparant une cellule de plus de 6 000 m<sup>2</sup> d'autres cellules sont :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>– soit équipés d'une aire de mise en station des moyens aériens, positionnée au droit du mur coupe-feu à l'une de ses extrémités, ou à ses deux extrémités si la longueur du mur coupe-feu est supérieure à 50 mètres ;</li> <li>– soit équipés de moyens fixes ou semi-fixes permettant d'assurer leur refroidissement. Ces moyens sont indépendants du système d'extinction automatique d'incendie et sont mis en œuvre par l'exploitant.</li> </ul>	<p>Les cellules feront moins de 6 000 m<sup>2</sup>.</p> <p>Sans objet.</p>
<p>Par ailleurs, pour toute installation située dans un bâtiment de plusieurs niveaux possédant au moins un plancher situé à une hauteur supérieure à 8 mètres par rapport au sol intérieur, une aire de mise en station des moyens aériens permet d'accéder à des ouvertures sur au moins deux façades.</p> <p>Ces ouvertures permettent au moins un accès par étage pour chacune des façades disposant d'aires de mise en station des moyens aériens et présentent une hauteur minimale de 1,8 mètre et une largeur minimale de 0,9 mètre. Les panneaux d'obturation ou les châssis composant ces accès s'ouvrent et demeurent toujours accessibles de l'extérieur et de l'intérieur. Ils sont aisément repérables de l'extérieur par les services d'incendie et de secours.</p>	<p>Bâtiment à un seul niveau.</p> <p>Sans objet.</p>



PRESCRIPTIONS DE L'ARRETE MINISTERIEL DU 11 AVRIL 2017	EVALUATION DE L'ADEQUATION DU PROJET - DISPOSITIONS PREVUES / A PREVOIR
<p>Chaque aire de mise en station des moyens aériens respecte, par ailleurs, les caractéristiques suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>– la largeur utile est au minimum de 7 mètres, la longueur au minimum de 10 mètres, la pente au maximum de 10 % ;</li> <li>– elle comporte une matérialisation au sol ;</li> <li>– aucun obstacle aérien ne gêne la manœuvre de ces moyens aériens à la verticale de cette aire ;</li> <li>– la distance par rapport à la façade est de 1 mètre minimum et de 8 mètres maximum ;</li> <li>– elle est maintenue en permanence entretenue, dégagée et accessible aux services d'incendie et de secours. Si les conditions d'exploitation ne permettent pas de maintenir ces aires dégagées en permanence (présence de véhicules liés à l'exploitation), l'exploitant fixe les mesures organisationnelles permettant de libérer ces aires en cas de sinistre avant l'arrivée des services d'incendie et de secours. Ces mesures sont intégrées au plan de défense incendie lorsqu'il existe en application du point 23 de la présente annexe.</li> <li>– l'aire résiste à la force portante calculée pour un véhicule de 320 kN avec un maximum de 130 kN par essieu, ceux-ci étant distants de 3,6 mètres au minimum et présente une résistance au poinçonnement minimale de 88 N/cm<sup>2</sup>.</li> </ul>	<p>Prescriptions prises en compte dans le cadre du projet et vérifiables sur les plans annexés.</p> <p>La force portante des aires sera conforme à la prescription ci-contre.</p> <p>Voir : Annexe 2 : Plans du projet</p>
<p>Les dispositions du présent point ne sont pas exigées pour les cellules de moins de 2 000 m<sup>2</sup> de surface respectant les dispositions suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>– au moins un des murs séparatifs se situe à moins de 23 mètres d'une façade accessible;</li> <li>– la cellule comporte un dispositif d'extinction automatique d'incendie;</li> <li>– la cellule ne comporte pas de mezzanine.</li> </ul>	<p>Sans objet : cellules de plus de 2 000 m<sup>2</sup>.</p>



PRESCRIPTIONS DE L'ARRETE MINISTERIEL DU 11 AVRIL 2017	EVALUATION DE L'ADEQUATION DU PROJET - DISPOSITIONS PREVUES / A PREVOIR
<p><b>3.3.2. Aires de stationnement des engins</b></p> <p>Les aires de stationnement des engins permettent aux moyens des services d'incendie et de secours de stationner pour se raccorder aux points d'eau incendie. Elles sont directement accessibles depuis la voie « engins » définie au 3.2. Les aires de stationnement des engins au droit des réserves d'eau alimentant un réseau privé de points d'eau incendie ne sont pas nécessaires.</p> <p>Les aires de stationnement des engins sont positionnées de façon à ne pouvoir être obstruées par l'effondrement de tout ou partie de ce bâtiment ou occupées par les eaux d'extinction. Elles sont entretenues et maintenues dégagées en permanence. Si les conditions d'exploitation ne permettent pas de maintenir ces aires dégagées en permanence (présence de véhicules liés à l'exploitation), l'exploitant fixe les mesures organisationnelles permettant de libérer ces aires en cas de sinistre avant l'arrivée des services d'incendie et de secours. Ces mesures sont intégrées au plan de défense incendie lorsqu'il existe en application du point 23 de cette annexe.</p>	<p>Aires de stationnement prévues à proximité immédiate de chaque poteau incendie. Elles sont visualisables sur les plans annexés.</p>
<p>Chaque aire de stationnement des engins respecte, par ailleurs, les caractéristiques suivantes:</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>– la largeur utile est au minimum de 4 mètres, la longueur au minimum de 8 mètres, la pente est comprise entre 2 et 7 % ;</li> <li>– elle comporte une matérialisation au sol;</li> <li>– elle est située à 5 mètres maximum du point d'eau incendie;</li> <li>– elle est maintenue en permanence entretenue, dégagée et accessible aux services d'incendie et de secours; si les conditions d'exploitation ne permettent pas de maintenir ces aires dégagées en permanence (présence de véhicules liés à l'exploitation), l'exploitant fixe les mesures organisationnelles permettant de libérer ces aires en cas de sinistre avant l'arrivée des services d'incendie et de secours. Ces mesures sont intégrées au plan de défense incendie lorsqu'il existe en application du point 23 de la présente annexe.</li> <li>– l'aire résiste à la force portante calculée pour un véhicule de 320 kN avec un maximum de 130 kN par essieu, ceux-ci étant distants de 3,6 mètres au minimum.</li> </ul>	<p>Des aires de stationnement des engins sont prévues au droit de chaque point d'eau incendie.</p> <p>Les caractéristiques de ces aires seront respectées. Elles n'empièteront pas sur la largeur minimale exigée pour la voie engin.</p> <p>La force portante de ces aires sera respectée.</p>



PRESCRIPTIONS DE L'ARRETE MINISTERIEL DU 11 AVRIL 2017	EVALUATION DE L'ADEQUATION DU PROJET - DISPOSITIONS PREVUES / A PREVOIR
<p><u>3.4. Accès aux issues et quais de déchargement</u></p> <p>A partir de chaque voie « engins » ou aire de mise en station des moyens aériens est prévu un accès aux issues du bâtiment ou à l'installation par un chemin stabilisé de 1,8 mètre de large au minimum.</p> <p>Les accès aux cellules sont d'une largeur de 1,8 mètre pour permettre le passage des dévidoirs.</p> <p>Les quais de déchargement sont équipés d'une rampe dévidoir de 1,8 mètre de large et de pente inférieure ou égale à 10 %, permettant l'accès aux cellules sauf s'il existe des accès de plain-pied.</p> <p>Dans le cas de bâtiments existants abritant une installation nécessitant le dépôt d'un nouveau dossier, et sous réserve d'impossibilité technique, l'accès aux issues du bâtiment ou à l'installation peut se faire par un chemin stabilisé de 1,40 mètre de large au minimum. Dans ce cas, l'alinéa précédent n'est pas applicable.</p> <p>Dans le cas où les issues ne sont pas prévues à proximité du mur séparatif coupe-feu, une ouverture munie d'un dispositif manœuvrable par les services d'incendie et de secours ou par l'exploitant depuis l'extérieur est prévue afin de faciliter la mise en œuvre des moyens hydrauliques de plain-pied.</p>	<p>Les chemins stabilisés permettant l'accès aux issues de secours seront d'une largeur de 1,8 m minimum.</p> <p>Les issues de secours auront une largeur d'environ 0,9 m et au moins une porte d'accès plain-pied de 1,8 m de largeur est présente sur chaque cellule.</p> <p>Certains quais de déchargement comporteront une rampe dévidoir permettant l'accès au bâtiment. La pente sera inférieure ou égale à 10%.</p>
<p><u>3.5 Documents à disposition des services d'incendie et de secours</u></p> <p>L'exploitant tient à disposition des services d'incendie et de secours :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- des plans des locaux avec une description des dangers pour chaque local présentant des risques particuliers et l'emplacement des moyens de protection incendie ;</li> <li>- des consignes précises pour l'accès des secours avec des procédures pour accéder à tous les lieux ;</li> </ul> <p>Ces documents sont annexés au plan de défense incendie lorsqu'il existe en application du point 23 de cette annexe.</p>	<p>Ces documents seront mis en place par l'exploitant.</p>



PRESCRIPTIONS DE L'ARRETE MINISTERIEL DU 11 AVRIL 2017	EVALUATION DE L'ADEQUATION DU PROJET - DISPOSITIONS PREVUES / A PREVOIR
<b>4. DISPOSITIONS CONSTRUCTIVES</b>	
Les dispositions constructives visent à ce que la cinétique d'incendie soit compatible avec l'évacuation des personnes, l'intervention des services de secours et la protection de l'environnement. Elles visent notamment à ce que la ruine d'un élément de structure (murs, toiture, poteaux, poutres par exemple) suite à un sinistre n'entraîne pas la ruine en chaîne de la structure du bâtiment, notamment les cellules de stockage avoisinantes, ni de leurs dispositifs de recoupement, et ne conduit pas à l'effondrement de la structure vers l'extérieur de la cellule en feu.	Les dispositions constructives sont mises en œuvre conformément aux prescriptions de l'arrêté du 11 avril 2017 L'étude de non ruine en chaîne sera réalisée et transmise à la DREAL.
L'ensemble de la structure est a minima R 15.	Entrepôt prévu avec une structure béton R60.
Les murs extérieurs sont construits en matériaux de classe A2 s1 d0, sauf si le bâtiment est doté d'un dispositif d'extinction automatique d'incendie.	Le site sera équipé d'une installation d'extinction automatique.
Les éléments de support de la toiture sont réalisés en matériaux A2 s1 d0. Cette disposition n'est pas applicable si la structure porteuse est en lamellé-collé, en bois massif ou en matériaux reconnus équivalents par rapport au risque incendie, par la direction générale de la sécurité civile et de la gestion des crises du ministère chargé de l'intérieur.	Les éléments supports de la toiture seront en béton ou lamellé-collé.



PRESCRIPTIONS DE L'ARRETE MINISTERIEL DU 11 AVRIL 2017	EVALUATION DE L'ADEQUATION DU PROJET - DISPOSITIONS PREVUES / A PREVOIR
<p>Le ou les isolants thermiques utilisés en couverture sont de classe A2 s1 d0. Cette prescription n'est pas exigible lorsque, d'une part, le système « support + isolants » est de classe B s1 d0, et d'autre part :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>– ou bien l'isolant, unique, a un pouvoir calorifique supérieur (PCS) inférieur ou égal à 8,4 MJ/kg ;</li> <li>– ou bien l'isolation thermique est composée de plusieurs couches, dont la première (en contact avec le support de couverture), d'une épaisseur d'au moins 30 millimètres, de masse volumique supérieure à 110 kg/m<sup>3</sup> et fixée mécaniquement, a un PCS inférieur ou égal à 8,4 MJ/kg et les couches supérieures sont constituées d'isolants justifiant en épaisseur de 60 millimètres d'une classe D s3 d2. Ces couches supérieures sont recoupées au droit de chaque écran de cantonnement par un isolant de PCS inférieur ou égal à 8,4 MJ/kg ;</li> <li>– ou bien il est protégé par un écran thermique disposé sur la ou les faces susceptibles d'être exposées à un feu intérieur au bâtiment. Cet écran doit jouer un rôle protecteur vis-à-vis de l'action du programme thermique normalisé durant au moins une demi-heure.</li> </ul>	<p>Contraintes intégrées dès la conception du projet.</p> <p>L'isolant thermique de la toiture respectera les dispositions de l'article ci-contre.</p> <p>La toiture (bac acier multicouches avec isolation laine de roche) satisfera la classe BROOF (t3).</p>
Le système de couverture de toiture satisfait la classe BROOF (t3).	
Les matériaux utilisés pour l'éclairage naturel satisfont à la classe d0.	Contraintes intégrées dès la conception du projet.
<p>Pour les entrepôts de deux niveaux ou plus, les planchers sont au moins EI 120 et les structures porteuses des planchers au moins R120 et la stabilité au feu de la structure est au moins R 60 pour ceux dont le plancher du dernier niveau est situé à plus de 8 mètres du sol intérieur. Pour les entrepôts à simple rez-de-chaussée de plus de 13,70 m de hauteur, la stabilité au feu de la structure est au moins R 60.</p>	<p>L'entrepôt comportera un seul niveau.</p> <p>La hauteur au faîtage sera de 14,15 m. La stabilité au feu de l'entrepôt est R60.</p>
<p>Les escaliers intérieurs reliant des niveaux séparés, dans le cas de planchers situés à plus de 8 mètres du sol intérieur et considérés comme issues de secours, sont encloués par des parois au moins REI 60 et construits en matériaux de classe A2 s1 d0. Ils débouchent soit directement à l'air libre, soit dans un espace protégé. Les blocs-portes intérieurs donnant sur ces escaliers sont au moins E 60 C2.</p>	



PRESCRIPTIONS DE L'ARRETE MINISTERIEL DU 11 AVRIL 2017	EVALUATION DE L'ADEQUATION DU PROJET - DISPOSITIONS PREVUES / A PREVOIR
<p>Les ateliers d'entretien du matériel sont isolés par une paroi et un plafond au moins REI 120 ou situés dans un local distant d'au moins 10 mètres des cellules de stockage. Les portes d'intercommunication présentent un classement au moins EI2 120 C (classe de durabilité C2 pour les portes battantes).</p>	<p>Les locaux techniques seront séparés de l'entrepôt par des parois, plafonds et des portes coupe-feu de degré 2 heures.</p>
<p>A l'exception des bureaux dits de « quais » destinés à accueillir le personnel travaillant directement sur les stockages, des zones de préparation ou de réception, des quais eux-mêmes, les bureaux et les locaux sociaux ainsi que les guichets de retrait et dépôt des marchandises sont situés dans un local clos distant d'au moins 10 mètres des cellules de stockage ou isolés par une paroi au moins REI 120.</p> <p>Ils ne peuvent être contigus aux cellules où sont présentes des matières dangereuses.</p> <p>Ils sont également isolés par un plafond au moins REI 120 et des portes d'intercommunication munies d'un ferme-porte présentant un classement au moins EI2 120 C (classe de durabilité C2). Ce plafond n'est pas obligatoire si le mur séparatif au moins REI 120 entre le local bureau et la cellule de stockage dépasse au minimum d'un mètre, conformément au point 6, ou si le mur séparatif au moins REI 120 arrive jusqu'en sous-face de toiture de la cellule de stockage, et que le niveau de la toiture du local bureau est située au moins à 4 mètres au-dessous du niveau de la toiture de la cellule de stockage). De plus, lorsqu'ils sont situés à l'intérieur d'une cellule, le plafond est au moins REI 120, et si les bureaux sont situés en étage le plancher est également au moins REI 120.</p>	<p>Les bureaux et les locaux sociaux seront séparés de l'entrepôt par des parois, plafonds et portes coupe-feu 2 heures.</p> <p>Le bureaux ne seront pas contigus des cellules dédiées au stockage de produits dangereux dont les quantités dépassent le seuil de classement à savoir les cellules C1, C8A, C8B, C9A, C9B et 16.</p>
<p>Les justificatifs attestant du respect des prescriptions du présent point sont conservés et intégrés au dossier prévu au point 1.2. de la présente annexe.</p>	<p>Les justificatifs attestant du respect des prescriptions de l'article ci-contre seront conservés suite à la construction (DOE notamment) et intégrés au dossier de suivi du site.</p>





PRESCRIPTIONS DE L'ARRETE MINISTERIEL DU 11 AVRIL 2017	EVALUATION DE L'ADEQUATION DU PROJET - DISPOSITIONS PREVUES / A PREVOIR
<b>5. DESENFUMAGE</b>	
Les cellules de stockage sont divisées en cantons de désenfumage d'une superficie maximale de 1 650 mètres carrés et d'une longueur maximale de 60 mètres.	<p>Les cantons de désenfumage des cellules répondront à ces exigences. Les poutres de la structure, complétées au besoin de bardage formeront les écrans de cantonnement. Ils seront stables au feu 15 min.</p> <p>La hauteur de retombée des écrans est de 1 m au minimum.</p> <p>A chaque canton de désenfumage seront associés des lanterneaux de désenfumage à ouverture manuelle et automatique.</p> <p>Les lanterneaux de désenfumage seront à commande automatique et manuelle. Ils représenteront pour chaque canton, à 2 % de la superficie du canton.</p> <p>Les exutoires de fumées disposeront de leur propre système de déclenchement (système autonome) dont la température de déclenchement sera supérieure à celle du sprinkler.</p> <p>Les lanterneaux de désenfumage auront une superficie utile comprise entre 0.5 et 6 m<sup>2</sup>. Ils ne seront pas implantés à moins de 7 m des murs séparatifs coupe-feu entre cellule.</p> <p>Les commandes principales et secondaires des lanterneaux de chaque canton sont situées en deux points opposés de l'entrepôt à proximité d'une issue de secours. L'actionnement d'une commande empêche la manœuvre inverse par la ou les autres commandes.</p>
Chaque écran de cantonnement est stable au feu de degré un quart d'heure, et a une hauteur minimale de 1 mètre. La distance entre le point bas de l'écran et le point le plus près du stockage est supérieure ou égale à 0,5 mètre. Elle peut toutefois être réduite pour les zones de stockages automatisés.	
Les cantons de désenfumage sont équipés en partie haute de dispositifs d'évacuation des fumées, gaz de combustion, chaleur et produits imbrûlés.	
Des exutoires à commande automatique et manuelle font partie des dispositifs d'évacuation des fumées. La surface utile de l'ensemble de ces exutoires n'est pas inférieure à 2 % de la superficie de chaque canton de désenfumage.	
Le déclenchement du désenfumage n'est pas asservi à la même détection que celle à laquelle est asservi le système d'extinction automatique. Les dispositifs d'ouverture automatique des exutoires sont réglés de telle façon que l'ouverture des organes de désenfumage ne puisse se produire avant le déclenchement de l'extinction automatique.	
Il faut prévoir au moins quatre exutoires pour 1 000 mètres carrés de superficie de toiture. La surface utile d'un exutoire n'est pas inférieure à 0,5 m <sup>2</sup> ni supérieure à 6 m <sup>2</sup> . Les dispositifs d'évacuation ne sont pas implantés sur la toiture à moins de 7 mètres des murs coupe-feu séparant les cellules de stockage. Cette distance peut être réduite pour les cellules dont une des dimensions est inférieure à 15 m.	
La commande manuelle des exutoires est au minimum installée en deux points opposés de l'entrepôt de sorte que l'actionnement d'une commande empêche la manœuvre inverse par la ou les autres commandes. Ces commandes manuelles sont facilement accessibles aux services d'incendie et de secours depuis les issues du bâtiment ou de chacune des cellules de stockage. Elles doivent être manœuvrables en toutes circonstances.	



PRESCRIPTIONS DE L'ARRETE MINISTERIEL DU 11 AVRIL 2017	EVALUATION DE L'ADEQUATION DU PROJET - DISPOSITIONS PREVUES / A PREVOIR
Des amenées d'air frais d'une superficie au moins égale à la surface utile des exutoires du plus grand canton, cellule par cellule, sont réalisées soit par des ouvrants en façade, soit par des bouches raccordées à des conduits, soit par les portes des cellules à désenfumer donnant sur l'extérieur.	Les amenées d'air frais seront assurées par les portes de quais, portes plain-pied, et les issues de secours donnant sur l'extérieur. Le calcul est consultable dans l'étude de dangers. .
En cas d'entrepôt à plusieurs niveaux, les niveaux autres que celui sous toiture sont désenfumés par des ouvrants en façade asservis à la détection conformément à la réglementation applicable aux établissements recevant du public.	Sans objet.
Les dispositions de ce point ne s'appliquent pas pour un stockage couvert ouvert.	Sans objet.
<b>6. COMPARTIMENTAGE</b>	
L'entrepôt est compartimenté en cellules de stockage, dont la surface et la hauteur sont limitées afin de réduire la quantité de matières combustibles en feu lors d'un incendie.	L'entrepôt sera compartimenté en 18 cellules séparées par des murs RE120 ou REI240.
Le volume de matières maximum susceptible d'être stockées ne dépasse pas 600 000 m <sup>3</sup> , sauf disposition contraire expresse dans l'arrêté préfectoral d'autorisation, pris le cas échéant en application de l'article 5 du présent arrêté.	Volume de matières inférieur à 600 000 m <sup>3</sup> .
<p>Ce compartimentage a pour objet de prévenir la propagation d'un incendie d'une cellule de stockage à l'autre.</p> <p>Pour atteindre cet objectif, les cellules respectent au minimum les dispositions suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- les parois qui séparent les cellules de stockage sont des murs au moins REI 120 ;</li> <li>- le degré de résistance au feu des murs séparatifs coupe-feu est indiqué au droit de ces murs, à chacune de leurs extrémités, aisément repérable depuis l'extérieur par une matérialisation ;</li> </ul>	<p>Les parois seront conformes à ces exigences.</p> <p>Les portes communicantes entre cellules seront coupe-feu de degré deux heures EI120 et doublée dans les murs séparatifs REI240.</p> <p>La fermeture des portes sera asservie à la détection incendie.</p>



PRESCRIPTIONS DE L'ARRETE MINISTERIEL DU 11 AVRIL 2017	EVALUATION DE L'ADEQUATION DU PROJET - DISPOSITIONS PREVUES / A PREVOIR
<ul style="list-style-type: none"> <li>- les ouvertures effectuées dans les parois séparatives (baies, convoyeurs, passages de gaines, câbles électriques et tuyauteries, portes, etc.) sont munies de dispositifs de fermeture ou de calfeutrement assurant un degré de résistance au feu équivalant à celui exigé pour ces parois. Les fermetures manœuvrables sont associées à un dispositif assurant leur fermeture automatique en cas d'incendie, que l'incendie soit d'un côté ou de l'autre de la paroi. Ainsi, les portes situées dans un mur REI 120 présentent un classement EI2 120 C. Les portes battantes satisfont une classe de durabilité C2 ;</li> </ul>	<p>Les ouvertures effectuées pour le passage des trémies, convoyeurs, ascenseurs à colis, etc. comporteront des trappes et portes coupe-feu restituant le degré coupe-feu de la paroi traversée.</p> <p>Ces trappes seront asservies à la détection incendie.</p>
<ul style="list-style-type: none"> <li>- si les murs extérieurs ne sont pas au moins REI 60, les parois séparatives de ces cellules sont prolongées latéralement aux murs extérieurs sur une largeur de 0,50 mètre de part et d'autre ou de 0,50 mètre en saillie de la façade dans la continuité de la paroi.</li> </ul>	<p>Les murs seront prolongés conformément à cette prescription en façades Nord et Sud. A l'est et à l'ouest la présence de mur à minima REI120 permet de ne pas avoir besoin de dépassement.</p>
<p>La toiture est recouverte d'une bande de protection sur une largeur minimale de 5 mètres de part et d'autre des parois séparatives. Cette bande est en matériaux A2 s1 d1 ou comporte en surface une feuille métallique A2 s1 d1. Alternativement aux bandes de protection, une colonne sèche ou des moyens fixe d'aspersion d'eau placés le long des parois séparatives peut assurer le refroidissement de la toiture des cellules adjacentes sous réserve de justification ;</p>	<p>La toiture sera recouverte d'une bande de protection sur une largeur minimale de 5 m de part et d'autre des parois séparatives entre cellule. Cette bande de protection comporte en surface une feuille métallique A2s1d1.</p> <p>Des bandes en matériaux A2 s1 d1 ou comportant en surface une feuille métallique A2 s1 d1 seront présentes au droit des panneaux photovoltaïques et des chemins de câbles.</p>
<ul style="list-style-type: none"> <li>– les parois séparatives dépassent d'au moins 1 mètre la couverture au droit du franchissement. Cette disposition n'est pas applicable si un dispositif équivalent, empêchant la propagation de l'incendie d'une cellule vers une autre par la toiture, est mis en place.</li> </ul>	<p>Les murs séparatifs entre cellules dépassent d'un mètre en toiture.</p>
<b>7. DIMENSIONS DES CELLULES</b>	
<p>La surface maximale des cellules est égale à 3 000 m<sup>2</sup> en l'absence de système d'extinction automatique d'incendie ou 12 000 m<sup>2</sup> en présence de système d'extinction automatique d'incendie.</p>	<p>La surfaces des cellules de stockage sera inférieure ou égale à 6 000 m<sup>2</sup>. L'entrepôt sera sprinklé.</p>
<p>La hauteur maximale des cellules est limitée à 23 mètres.</p>	<p>La hauteur au faîtage de l'entrepôt sera de 14,15 m.</p>



PRESCRIPTIONS DE L'ARRETE MINISTERIEL DU 11 AVRIL 2017	EVALUATION DE L'ADEQUATION DU PROJET - DISPOSITIONS PREVUES / A PREVOIR
<p>Toutefois, sous réserve que l'exploitant s'engage, dans son dossier de demande, à maintenir un niveau de sécurité équivalent, le préfet peut également autoriser ou enregistrer l'exploitation de l'entrepôt dans les cas de figure ci-dessous :</p> <ol style="list-style-type: none"> <li>1. La surface des cellules peut dépasser 12 000 m<sup>2</sup> si leurs hauteurs respectives ne dépassent pas 13,70 m et si le système d'extinction automatique d'incendie permet à lui seul l'extinction de l'incendie, est conçu à cet effet, et est muni d'un pompage redondant;</li> <li>2. La hauteur des cellules peut dépasser 23 m si leurs surfaces respectives sont inférieures ou égales à 6 000 m<sup>2</sup> et si le système d'extinction automatique d'incendie permet à lui seul l'extinction de l'incendie, est conçu à cet effet, et est muni d'un pompage redondant.</li> </ol> <p>A l'appui de cet engagement, l'exploitant fournit une étude spécifique d'ingénierie incendie qui démontre que la cinétique d'incendie est compatible avec la mise en sécurité et l'évacuation des personnes présentes dans l'installation et l'intervention des services de secours aux fins de sauvetage de ces personnes.</p> <p>Il atteste que des dispositions constructives adéquates seront prises pour éviter que la ruine d'un élément suite à un sinistre n'entraîne une ruine en chaîne ou un effondrement de la structure vers l'extérieur.</p> <p>Avant la mise en service de l'installation, l'exploitant intègre au dossier prévu au point 1.2 de la présente annexe, la démonstration que la construction réalisée permet effectivement d'assurer que la ruine d'un élément (murs, toiture, poteaux, poutres, mezzanines) suite à un sinistre n'entraîne pas la ruine en chaîne de la structure du bâtiment, notamment les cellules de stockage avoisinantes, ni de leurs dispositifs de compartimentage, ni l'effondrement de la structure vers l'extérieur de la cellule en feu.</p> <p>Dans ce cas, l'installation doit disposer d'un plan de défense incendie prévu au point 23.</p> <p>Les dispositions du présent 7 s'appliquent sans préjudice de l'application éventuelle des articles 3 à 5 de l'arrêté.</p>	<p>Sans objet.</p>



PRESCRIPTIONS DE L'ARRETE MINISTERIEL DU 11 AVRIL 2017	EVALUATION DE L'ADEQUATION DU PROJET - DISPOSITIONS PREVUES / A PREVOIR
<b>8. MATIERES DANGEREUSES ET CHIMIQUEMENT INCOMPATIBLES</b>	
<p>Les matières chimiquement incompatibles ou qui peuvent entrer en réaction entre elles de façon dangereuse ou qui sont de nature à aggraver un incendie, ne doivent pas être stockées dans la même cellule, sauf si l'exploitant met en place des séparations physiques entre ces matières permettant d'atteindre les mêmes objectifs de sécurité.</p> <p>De plus, les matières dangereuses sont stockées dans des cellules particulières dont la zone de stockage fait l'objet d'aménagements spécifiques comportant des moyens adaptés de prévention et de protection aux risques. Ces cellules particulières sont situées en rez-de-chaussée sans être surmontées d'étages ou de niveaux.</p> <p>Ces dispositions ne sont pas applicables dans les zones de préparation des commandes ou dans les zones de réception.</p>	<p>Les produits 4330/31, 4320/21, 4755, 1436, 1450 seront stockés dans les cellules dédiées 8A, 8B, 9A et 9B. Ces cellules font l'objet d'aménagements spécifiques comportant des moyens adaptés de prévention et de protection aux risques (sprinklage en rack, rétention déportée, zone grillagée pour les aérosols).</p> <p>Les produits 4510/11 seront stockés dans les cellules dédiées 1 et 16.</p> <p>Les produits dangereux présents sous le seuil de classement pourront être stockés dans les autres cellules dans le respect des règles de compatibilité. Des produits incompatibles ne seront pas associés à la même rétention.</p>
<b>9. CONDITIONS DE STOCKAGE</b>	
<p>Une distance minimale nécessaire au bon fonctionnement du système d'extinction automatique d'incendie, lorsqu'il existe, est maintenue entre les stockages et la base de la toiture ou le plafond ou tout système de chauffage et d'éclairage.</p> <p>Les matières stockées en vrac sont par ailleurs séparées des autres matières par un espace minimum de 3 mètres sur le ou les côtés ouverts. Une distance minimale de 1 mètre est respectée par rapport aux parois et aux éléments de structure ainsi que la base de la toiture ou le plafond ou tout système de chauffage et d'éclairage.</p> <p>Les matières stockées en masse forment des îlots limités de la façon suivante :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>1° Surface maximale des îlots au sol : 500 m<sup>2</sup> ;</li> <li>2° Hauteur maximale de stockage : 8 mètres maximum ;</li> <li>3° Largeurs des allées entre îlots : 2 mètres minimum.</li> </ul>	<p>Dans les cellules, l'organisation du stockage prendra en compte une distance minimale de 1 mètre entre le sommet des îlots et la base de la toiture ou le plafond ou de tout système de chauffage ; cette distance respectera la distance minimale nécessaire au bon fonctionnement du système d'extinction automatique d'incendie, lorsqu'il existe.</p>



PRESCRIPTIONS DE L'ARRETE MINISTERIEL DU 11 AVRIL 2017	EVALUATION DE L'ADEQUATION DU PROJET - DISPOSITIONS PREVUES / A PREVOIR
<p>En l'absence de système d'extinction automatique, les matières stockées en rayonnage ou en palettier respectent les dispositions suivantes :</p> <p>1° Hauteur maximale de stockage : 10 mètres maximum ;</p> <p>2° Largeurs des allées entre ensembles de rayonnages ou de palettiers : 2 mètres minimum.</p>	Présence d'extinction automatique.
<p>La hauteur de stockage des matières dangereuses liquides est limitée à 5 mètres par rapport au sol intérieur, quel que soit le mode de stockage. En présence d'un système d'extinction automatique compatible avec les produits entreposés, cette limitation ne s'applique qu'aux produits visés par les rubriques 1436, 4330, 4331, 4722, 4734, 4742, 4743, 4744, 4746, 4747, 4748, et 4510 ou 4511 pour le pétrole brut.</p>	Les matières relevant des rubriques 1436 4331 4510 4511 seront stockées à 5 m de hauteur maximale
<p>Le stockage en mezzanine de tout produit relevant de l'une au moins des rubriques 2662 ou 2663, au-delà d'un volume correspondant au seuil de la déclaration de ces rubriques, est interdit. Cette disposition n'est pas applicable pour les installations soumises à déclaration, ou en présence d'un système d'extinction automatique adapté.</p>	Sans objet : pas de stockage en mezzanine prévu.
<b>10. STOCKAGE DE MATIERES SUSCEPTIBLES DE CREER UNE POLLUTION DU SOL OU DES EAUX</b>	
<p>Le sol des aires et des locaux de stockage ou de manipulation des matières dangereuses ou susceptibles de créer une pollution de l'eau ou du sol est étanche, incombustible et équipé de façon à pouvoir recueillir les eaux de lavage et les matières répandues accidentellement.</p> <p>Tout stockage de matières liquides susceptibles de créer une pollution de l'eau ou du sol est associé à une capacité de rétention interne ou externe dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- 100 % de la capacité du plus grand réservoir ;</li> <li>- 50 % de la capacité globale des réservoirs associés.</li> </ul>	<p>Ce point sera respecté.</p> <p>Pour les cellules 1,8A,8B,9A,9B et 16 une rétention déportée est prévue.</p>



PRESCRIPTIONS DE L'ARRETE MINISTERIEL DU 11 AVRIL 2017	EVALUATION DE L'ADEQUATION DU PROJET - DISPOSITIONS PREVUES / A PREVOIR
<p>Toutefois, lorsque le stockage est constitué exclusivement de récipients de capacité unitaire inférieure ou égale à 250 litres, admis au transport, le volume minimal de la rétention est égal soit à la capacité totale des récipients si cette capacité est inférieure à 800 litres, soit à 20 % de la capacité totale avec un minimum de 800 litres si cette capacité excède 800 litres. Cet alinéa ne s'applique pas aux stockages de substances et mélanges liquides visés par les rubriques 1436, 4330, 4331, 4722, 4734, 4742, 4743, 4744, 4746, 4747, 4755, 4748, ou 4510 ou 4511 pour le pétrole brut.</p> <p>Des réservoirs ou récipients contenant des matières susceptibles de réagir dangereusement ensemble ne sont pas associés à la même cuvette de rétention.</p>	<p>Ce point sera respecté.</p>
<p><b>11. EAUX D'EXTINCTION INCENDIE</b></p> <p>Toutes mesures sont prises pour recueillir l'ensemble des eaux et écoulements susceptibles d'être pollués lors d'un sinistre, y compris les eaux utilisées pour l'extinction d'un incendie et le refroidissement, afin que celles-ci soient récupérées ou traitées afin de prévenir toute pollution des sols, des égouts, des cours d'eau ou du milieu naturel. Ce confinement peut être réalisé par des dispositifs internes ou externes aux cellules de stockage. Les dispositifs internes sont interdits lorsque des matières dangereuses sont stockées.</p> <p>Dans le cas d'un confinement externe, les matières canalisées sont collectées, de manière gravitaire ou grâce à des systèmes de relevage autonomes, puis convergent vers une rétention extérieure au bâtiment. En cas de recours à des systèmes de relevage autonomes, l'exploitant est en mesure de justifier à tout instant d'un entretien et d'une maintenance rigoureux de ces dispositifs. Des tests réguliers sont par ailleurs menés sur ces équipements.</p> <p>En cas de confinement interne, les orifices d'écoulement sont en position fermée par défaut.</p> <p>En cas de confinement externe, les orifices d'écoulement issus de ces dispositifs sont munis d'un dispositif automatique d'obturation pour assurer ce confinement lorsque des eaux susceptibles d'être polluées y sont portées. Tout moyen est mis en place pour éviter la propagation de l'incendie par ces écoulements.</p>	



PRESCRIPTIONS DE L'ARRETE MINISTERIEL DU 11 AVRIL 2017	EVALUATION DE L'ADEQUATION DU PROJET - DISPOSITIONS PREVUES / A PREVOIR
<p>Le volume nécessaire à ce confinement est déterminé en calculant pour chaque cellule la somme :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>– du volume d'eau d'extinction nécessaire à la lutte contre l'incendie déterminé selon les dispositions du point 13 ci-dessous, d'une part ;</li> <li>– du volume de liquide libéré par cet incendie, d'autre part ;</li> <li>– du volume d'eau lié aux intempéries, à raison de 10 litres par mètre carré de surface de drainage vers l'ouvrage de confinement lorsque le confinement est externe.</li> </ul> <p>Cette somme est minorée du volume d'eau évaporé.</p> <p>Le volume nécessaire au confinement peut également être déterminé conformément au document technique D9a (guide pratique pour le dimensionnement des rétentions des eaux d'extinction de l'Institut national d'études de la sécurité civile, la Fédération française des sociétés d'assurances et le Centre national de prévention et de protection, édition août 2004).</p>	<p>Ces bassins ont été dimensionné selon la règle D9A.</p> <p>Ainsi, les bassins de collecte nord/poste de garde auront un volume de 2 152 m<sup>3</sup> et le bassin « Produits dangereux » un volume de 2 272 m<sup>3</sup>.</p> <p>Selon la « Note de doctrine sur la gestion des eaux pluviales au sein des ICPE soumises à Autorisation validée le 30 janvier 2017 – DREAL Hauts-de-France – Service Risques », il a été pris en compte la possibilité de retenir sur site également la pluie décennale concomitante à l'incendie.</p> <p>Dans ce scénario, l'excédent d'eau à stocker par rapport au calcul D9a sera pris en charge dans les quais sur une hauteur maximale de 0,18 cm.</p>
<p>Les réseaux de collecte des effluents et des eaux pluviales de l'établissement sont équipés de dispositifs d'isolement visant à maintenir toute pollution accidentelle, en cas de sinistre, sur le site. Ces dispositifs sont maintenus en état de marche, signalés et actionnables en toute circonstance localement et à partir d'un poste de commande. Leur entretien et leur mise en fonctionnement sont définis par consigne.</p>	<p>Des vannes automatiques et manuelles sont prévues en sortie du bassin VRD au nord du site</p> <p>Le bassin produits dangereux dispose d'une surverse vers le bassin nord pour la vidange des eaux pluviales. Cette communication sera coupée en cas de déversement accidentel ou d'incendie.</p>





PRESCRIPTIONS DE L'ARRETE MINISTERIEL DU 11 AVRIL 2017	EVALUATION DE L'ADEQUATION DU PROJET - DISPOSITIONS PREVUES / A PREVOIR
<b>12. DETECTION AUTOMATIQUE D'INCENDIE</b>	
<p>La détection automatique d'incendie avec transmission, en tout temps, de l'alarme à l'exploitant est obligatoire pour les cellules, les locaux techniques et pour les bureaux à proximité des stockages. Cette détection actionne une alarme perceptible en tout point du bâtiment permettant d'assurer l'alerte précoce des personnes présentes sur le site.</p> <p>Le type de détecteur est déterminé en fonction des produits stockés. Cette détection peut être assurée par le système d'extinction automatique s'il est conçu pour cela, à l'exclusion du cas des cellules comportant au moins une mezzanine, pour lesquelles un système de détection dédié et adapté doit être prévu. (applicable au 1er/01/2018)</p> <p>Dans tous les cas, l'exploitant s'assure que le système permet une détection de tout départ d'incendie tenant compte de la nature des produits stockés et du mode de stockage.</p> <p>Sauf pour les installations soumises à déclaration, l'exploitant inclut dans le dossier prévu au point 1.2 de la présente annexe les documents démontrant la pertinence du dimensionnement retenu pour les dispositifs de détection.</p>	<p>L'installation d'extinction automatique d'un incendie a pour fonction première la détection automatique d'incendie et répond donc à cette exigence. La transmission de l'alarme à l'exploitant se fait 24H/24, 7 jours/7 via le télésurveilleur.</p> <p>Le déclenchement du sprinkler déclenchera une alarme sprinkler et le compartimentage des portes.</p>
<b>13. MOYENS DE LUTTE CONTRE L'INCENDIE</b>	
<p>L'installation est dotée de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques, notamment :</p> <p>- d'un ou de plusieurs points d'eau incendie, tels que :</p> <p>a. Des prises d'eau, poteaux ou bouches d'incendie normalisés, d'un diamètre nominal adapté au débit à fournir, alimentés par un réseau public ou privé, sous des pressions minimale et maximale permettant la mise en œuvre des pompes des engins de lutte contre l'incendie ;</p> <p>b. Des réserves d'eau, réalimentées ou non, disponibles pour le site et dont les organes de manœuvre sont accessibles en permanence aux services d'incendie et de secours.</p> <p>Les prises de raccordement sont conformes aux normes en vigueur pour permettre aux services d'incendie et de secours de s'alimenter sur ces points d'eau incendie.</p>	<p>Le site dispose :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• De 13 poteaux incendie situés de telle façon que la cellule est à moins de 100m.</li> <li>• Une réserve d'eau de 540 m<sup>3</sup> muni de surpresseur alimentant les poteaux incendie.</li> </ul>



PRESCRIPTIONS DE L'ARRETE MINISTERIEL DU 11 AVRIL 2017	EVALUATION DE L'ADEQUATION DU PROJET - DISPOSITIONS PREVUES / A PREVOIR
L'accès extérieur de chaque cellule est à moins de 100 mètres d'un point d'eau incendie.	Ces distances ont été prises en compte lors de la conception du projet et sont vérifiables sur les plans annexés.
- d'extincteurs répartis à l'intérieur de l'entrepôt, sur les aires extérieures et dans les lieux présentant des risques spécifiques, à proximité des dégagements, bien visibles et facilement accessibles. Les agents d'extinction sont appropriés aux risques à combattre et compatibles avec les matières stockées ;	Implantation d'extincteurs adaptés prévue dans l'entrepôt et locaux techniques.
- de robinets d'incendie armés, situés à proximité des issues. Ils sont disposés de telle sorte qu'un foyer puisse être attaqué simultanément par deux lances sous deux angles différents. Ils sont utilisables en période de gel ; ce point n'est pas applicable pour les cellules ou parties de cellules dont le stockage est totalement automatisé ;	Implantation de RIA prévue dans l'entrepôt de telle sorte qu'un foyer puisse être attaqué par deux lances en simultanée.
- le cas échéant, les colonnes sèches ou les moyens fixes d'aspersion d'eau prévus au point 6 de cette annexe.	Sans objet.
<p>Les points d'eau incendie sont en mesure de fournir un débit minimum de 60 mètres cubes par heure durant deux heures.</p> <p>Le débit et la quantité d'eau nécessaires sont calculés conformément au document technique D9 (guide pratique pour le dimensionnement des besoins en eau de l'Institut national d'études de la sécurité civile, la Fédération française des sociétés d'assurances et le Centre national de prévention et de protection, édition septembre 2001, sans toutefois dépasser 720 m<sup>3</sup>/h durant 2 heures.</p> <p>Le débit et la quantité d'eau nécessaires peuvent toutefois être inférieurs à ceux calculés par l'application du document technique D9, sous réserve qu'une étude spécifique démontre leur caractère suffisant au regard des objectifs visés à l'article 1er. La justification pourra prévoir un recyclage d'une partie des eaux d'extinction d'incendie, sous réserve de l'absence de stockage de produits dangereux ou corrosifs dans la zone concernée par l'incendie. A cet effet, des aires de stationnement des engins d'incendie, accessibles en permanence aux services d'incendie et de secours, respectant les dispositions prévues au 3.3.2, sont disposées aux abords immédiats de la capacité de rétention des eaux d'extinction d'incendie.</p>	<p>Une mesure de débit sur les poteaux incendie sera effectuée suite à la construction pour vérifier le respect de cette exigence.</p> <p>Le réseau de poteaux incendie sera surpressé et alimenté en eau par la cuve de 540 m<sup>3</sup>.</p> <p>Le besoin en eau a été déterminé selon le calcul D9. Il est de 270 m<sup>3</sup>/h pendant 2 heures. Ce débit sera garanti par les surpresseurs.</p>



PRESCRIPTIONS DE L'ARRETE MINISTERIEL DU 11 AVRIL 2017	EVALUATION DE L'ADEQUATION DU PROJET - DISPOSITIONS PREVUES / A PREVOIR
L'exploitant joint au dossier prévu à l'article 1.2 de la présente annexe la justification de la disponibilité effective des débits et le cas échéant des réserves d'eau, au plus tard trois mois après la mise en service de l'installation.	Une mesure de débit sur les poteaux incendie sera effectuée suite à la construction pour vérifier le respect de cette exigence.
En cas d'installation de systèmes d'extinction automatique d'incendie, ceux-ci sont conçus, installés et entretenus régulièrement conformément aux référentiels reconnus. L'efficacité de cette installation est qualifiée et vérifiée par des organismes reconnus compétents dans le domaine de l'extinction automatique ; la qualification précise que l'installation est adaptée aux produits stockés et à leurs conditions de stockage.	Un système d'extinction automatique d'incendie de type ESFR sera installé dans l'entrepôt.
L'installation est dotée d'un moyen permettant d'alerter les services d'incendie et de secours.	Des téléphones seront disponibles sur site.
Dans le trimestre qui suit le début de l'exploitation de tout entrepôt soumis à enregistrement ou à autorisation, l'exploitant organise un exercice de défense contre l'incendie. Cet exercice est renouvelé au moins tous les trois ans.	Un exercice de défense contre l'incendie sera organisé suite au démarrage de l'exploitation.
<b>14. EVACUATION DU PERSONNEL</b>	
<p>Conformément aux dispositions du code du travail, les parties de l'entrepôt dans lesquelles il peut y avoir présence de personnel comportent des dégagements permettant une évacuation rapide.</p> <p>En outre, le nombre minimal de ces dégagements permet que tout point de l'entrepôt ne soit pas distant de plus de 75 mètres effectifs (parcours d'une personne dans les allées) d'un espace protégé, et 25 mètres dans les parties de l'entrepôt formant cul-de-sac.</p> <p>Deux issues au moins, vers l'extérieur de l'entrepôt ou sur un espace protégé, dans deux directions opposées, sont prévues dans chaque cellule de stockage d'une surface supérieure à 1 000 m². En présence de personnel, ces issues ne sont pas verrouillées et sont facilement manœuvrables.</p>	<p>Des issues de secours seront aménagées dans toutes les parties du bâtiment.</p> <p>Le positionnement des issues de secours sera réalisé en tenant compte du mode de stockage et de la disposition des racks.</p> <p>Tout point de l'entrepôt ne soit pas distant de plus de 75 mètres effectifs (parcours d'une personne dans les allées) d'un espace protégé, et 25 mètres dans les parties de l'entrepôt formant cul-de-sac.</p> <p>Chacune des cellules aura au moins deux issues de secours donnant sur l'extérieur de l'entrepôt et au moins une donnant sur un espace protégé (de l'autre côté du mur séparatif entre deux cellules).</p>



PRESCRIPTIONS DE L'ARRETE MINISTERIEL DU 11 AVRIL 2017	EVALUATION DE L'ADEQUATION DU PROJET - DISPOSITIONS PREVUES / A PREVOIR
Dans le trimestre qui suit le début de l'exploitation de tout entrepôt, l'exploitant organise un exercice d'évacuation. Il est renouvelé au moins tous les six mois sans préjudice des autres réglementations applicables.	Un exercice sera organisé suite au démarrage de l'exploitation, puis répété trimestriellement.
<b>15. INSTALLATIONS ELECTRIQUES ET EQUIPEMENTS METALLIQUES</b>	
Conformément aux dispositions du code du travail, les installations électriques sont réalisées, entretenues en bon état et vérifiées.	Ce point sera respecté.
A proximité d'au moins une issue, est installé un interrupteur central, bien signalé, permettant de couper l'alimentation électrique générale ou de chaque cellule.	Ce point sera respecté.
A l'exception des racks recouverts d'un revêtement permettant leur isolation électrique, les équipements métalliques (réservoirs, cuves, canalisations, racks) sont mis à la terre et interconnectés par un réseau de liaisons équipotentielles, conformément aux règlements et aux normes applicables, compte tenu notamment de la nature explosive ou inflammable des produits.	Ce point sera respecté.
Les transformateurs de courant électrique, lorsqu'ils sont accolés ou à l'intérieur de l'entrepôt, sont situés dans des locaux clos largement ventilés et isolés de l'entrepôt par un mur de degré au moins REI 120 et des portes de degré au moins EI2 120 C, munies d'un ferme-porte. Les portes battantes satisfont une classe de durabilité C2.	Les transformateurs seront localisés dans un local entièrement REI120 sans aucune communication avec l'entrepôt.
L'entrepôt est équipé d'une installation de protection contre la foudre respectant les dispositions de la section III de l'arrêté du 4 octobre 2010 susvisé.	Analyse du risque foudre et étude technique réalisées dans le cadre du présent dossier et disponibles en annexes.
<b>16. ECLAIRAGE</b>	
<p>Dans le cas d'un éclairage artificiel, seul l'éclairage électrique est autorisé.</p> <p>Les appareils d'éclairage fixes ne sont pas situés en des points susceptibles d'être heurtés en cours d'exploitation, ou sont protégés contre les chocs.</p> <p>Ils sont en toutes circonstances éloignés des matières entreposées pour éviter leur échauffement.</p> <p>Si l'éclairage met en œuvre des lampes à vapeur de sodium ou de mercure, l'exploitant prend toute disposition pour qu'en cas d'éclatement de l'ampoule tous les éléments soient confinés dans l'appareil.</p>	Contraintes prises en compte dans le cadre du projet.



PRESCRIPTIONS DE L'ARRETE MINISTERIEL DU 11 AVRIL 2017	EVALUATION DE L'ADEQUATION DU PROJET - DISPOSITIONS PREVUES / A PREVOIR
<b>17. VENTILATION ET RECHARGE DE BATTERIES</b>	
<p>Sans préjudice des dispositions du code du travail, les locaux sont convenablement ventilés pour éviter tout risque d'atmosphère explosible.</p> <p>Dans le cas d'une ventilation mécanique, le débouché à l'atmosphère de la ventilation est placé aussi loin que possible des habitations voisines et des bureaux.</p> <p>Les conduits de ventilation sont munis de clapets au niveau de la séparation entre les cellules, restituant le degré REI de la paroi traversée.</p> <p>La recharge de batteries est interdite hors des locaux de recharge en cas de risques liés à des émanations de gaz. En l'absence de tels risques, pour un stockage non automatisé, une zone de recharge peut être aménagée par cellule de stockage sous réserve d'être distante de 3 mètres de toute matière combustible et d'être protégée contre les risques de court-circuit. Dans le cas d'un stockage automatisé, il n'est pas nécessaire d'aménager une telle zone.</p> <p>S'il existe un local de recharge de batteries des chariots automoteurs, il est exclusivement réservé à cet effet et est, soit extérieur à l'entrepôt, soit séparé des cellules de stockage par des parois et des portes munies d'un ferme-porte, respectivement de degré au moins REI 120 et EI2 120 C (Classe de durabilité C2 pour les portes battantes).</p>	<p>Les locaux de charge seront très largement ventilés sur l'extérieur par des ventilations forcées asservies à la mise en service des postes de charge.</p> <p>La recharge des batteries des engins de manutention se fera dans des locaux de charge, isolés des cellules de stockage par des parois et portes coupe-feu de degré deux heures.</p>
<b>18. CHAUFFAGE</b>	
<p><b>18.1. Chauffage</b></p> <p>S'il existe une chaufferie, celle-ci est située dans un local exclusivement réservé à cet effet, extérieur à l'entrepôt ou isolé par une paroi au moins REI 120. Toute communication éventuelle entre le local et l'entrepôt se fait soit par un sas équipé de deux blocs-portes E 60 C, munis d'un ferme-porte, soit par une porte au moins EI2 120 C et de classe de durabilité C2 pour les portes battantes.</p>	<p>Les chaufferies seront isolées par des murs REI 120.</p> <p>Les portes des chaufferies donneront vers l'extérieur ou seront équipées d'un sas.</p>



PRESCRIPTIONS DE L'ARRETE MINISTERIEL DU 11 AVRIL 2017	EVALUATION DE L'ADEQUATION DU PROJET - DISPOSITIONS PREVUES / A PREVOIR
<p>A l'extérieur de la chaufferie sont installés:</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>– une vanne sur la canalisation d'alimentation des brûleurs permettant d'arrêter l'écoulement du combustible;</li> <li>– un coupe-circuit arrêtant le fonctionnement de la pompe d'alimentation en combustible;</li> <li>– un dispositif sonore d'avertissement, en cas de mauvais fonctionnement des brûleurs, ou un autre système d'alerte d'efficacité équivalente.</li> </ul>	<p>La chaufferie sera conforme à ces prescriptions.</p>
<p><u>18.2. Autres moyens de chauffage</u></p> <p>Le chauffage des entrepôts et de leurs annexes ne peut être réalisé que par eau chaude, vapeur produite par un générateur thermique ou autre système présentant un degré de sécurité équivalent.</p> <p>Les systèmes de chauffage par aérothermes à gaz sont autorisés lorsque l'ensemble des conditions suivantes est respecté :</p> <p>[...]</p>	<p>Sans objet</p> <p>Au besoin, le chauffage s'effectuera par aérothermes à eau chaude.</p>
<p><b>19. NETTOYAGE DES LOCAUX</b></p>	
<p>Les locaux sont maintenus propres et régulièrement nettoyés, notamment de manière à éviter les amas de matières dangereuses ou polluantes et de poussières. Le matériel de nettoyage est adapté aux risques présentés par les produits et poussières.</p>	<p>Ce point sera respecté lors de l'exploitation du site.</p>



PRESCRIPTIONS DE L'ARRETE MINISTERIEL DU 11 AVRIL 2017	EVALUATION DE L'ADEQUATION DU PROJET - DISPOSITIONS PREVUES / A PREVOIR
<b>20. TRAVAUX DE REPARATION ET D'AMENAGEMENT</b>	
<p>Dans les parties de l'installation présentant des risques recensées au deuxième alinéa point 3.1, les travaux de réparation ou d'aménagement ne peuvent être effectués qu'après élaboration d'un document ou dossier comprenant les éléments suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- la définition des phases d'activité dangereuses et des moyens de prévention spécifiques correspondants ;</li> <li>- l'adaptation des matériels, installations et dispositifs à la nature des opérations à réaliser ainsi que la définition de leurs conditions d'entretien ;</li> <li>- les instructions à donner aux personnes en charge des travaux ;</li> <li>- l'organisation mise en place pour assurer les premiers secours en cas d'urgence ;</li> <li>- lorsque les travaux sont effectués par une entreprise extérieure, les conditions de recours par cette dernière à de la sous-traitance et l'organisation mise en place dans un tel cas pour assurer le maintien de la sécurité.</li> </ul> <p>Ce document ou dossier est établi, sur la base d'une analyse des risques liés aux travaux, et visé par l'exploitant ou par une personne qu'il aura nommément désignée. Lorsque les travaux sont effectués par une entreprise extérieure, le document ou dossier est signé par l'exploitant et l'entreprise extérieure ou les personnes qu'ils auront nommément désignées.</p> <p>Le respect des dispositions précédentes peut être assuré par l'élaboration du plan de prévention défini aux articles R. 4512-6 et suivants du code du travail lorsque ce plan est exigé.</p>	Plan de prévention prévu.
<p>Dans les parties de l'installation présentant des risques d'incendie ou d'explosion, il est interdit d'apporter du feu sous une forme quelconque, sauf pour la réalisation de travaux ayant fait l'objet d'un document ou dossier spécifique conforme aux dispositions précédentes. Cette interdiction est affichée en caractères apparents.</p>	Permis de feu prévu en complément du plan de prévention pour les interventions le nécessitant.



PRESCRIPTIONS DE L'ARRETE MINISTERIEL DU 11 AVRIL 2017	EVALUATION DE L'ADEQUATION DU PROJET - DISPOSITIONS PREVUES / A PREVOIR
<p>Une vérification de la bonne réalisation des travaux est effectuée par l'exploitant ou son représentant avant la reprise de l'activité. Elle fait l'objet d'un enregistrement et est tenue à la disposition de l'inspection des installations classées.</p>	<p>Vérification intégrée à la consigne à suivre en cas de réalisation de travaux.</p>
<b>21. CONSIGNES</b>	
<p>Sans préjudice des dispositions du code du travail, des consignes précisant les modalités d'application des dispositions du présent arrêté doivent être établies, tenues à jour et affichées dans les lieux fréquentés par le personnel.</p> <p>Ces consignes doivent notamment indiquer :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- l'interdiction de fumer ;</li> <li>- l'interdiction de tout brûlage à l'air libre ;</li> <li>- l'interdiction d'apporter du feu sous une forme quelconque, hormis, le cas échéant dans les bureaux séparés des cellules de stockages ;</li> <li>- l'obligation du document ou dossier évoqué au point 20 ;</li> <li>- les précautions à prendre pour l'emploi et le stockage de produits incompatibles ;</li> <li>- les procédures d'arrêt d'urgence et de mise en sécurité de l'installation (électricité, ventilation, climatisation, chauffage, fermeture des portes coupe-feu, obturation des écoulements d'égouts notamment) ;</li> <li>- les mesures permettant de tenir à jour en permanence et de porter à la connaissance des services d'incendie et de secours la localisation des matières dangereuses, et les mesures à prendre en cas de fuite sur un récipient ou une tuyauterie contenant des substances dangereuses ;</li> <li>- les modalités de mise en œuvre des dispositifs d'isolement du réseau de collecte, prévues au point 11 ;</li> <li>- les moyens de lutte contre l'incendie ;</li> <li>- les dispositions à mettre en œuvre lors de l'indisponibilité (maintenance...) de ceux-ci ;</li> <li>- la procédure d'alerte avec les numéros de téléphone du responsable d'intervention de l'établissement, des services d'incendie et de secours.</li> </ul>	<p>Ces consignes seront établies au démarrage de l'exploitation.</p>





PRESCRIPTIONS DE L'ARRETE MINISTERIEL DU 11 AVRIL 2017	EVALUATION DE L'ADEQUATION DU PROJET - DISPOSITIONS PREVUES / A PREVOIR
<b>22. INDISPONIBILITE TEMPORAIRE DU SYSTEME D'EXTINCTION AUTOMATIQUE D'INCENDIE – MAINTENANCE</b>	
<p>L'exploitant s'assure d'une bonne maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie (exutoires, systèmes de détection et d'extinction, portes coupe-feu, clapets coupe-feu, colonne sèche notamment) ainsi que des installations électriques et de chauffage. Les vérifications périodiques de ces matériels sont inscrites sur un registre.</p> <p>L'exploitant définit les mesures nécessaires pour réduire le risque d'apparition d'un incendie durant la période d'indisponibilité temporaire du système d'extinction automatique d'incendie.</p> <p>Dans les périodes et les zones concernées par l'indisponibilité du système d'extinction automatique d'incendie, du personnel formé aux tâches de sécurité incendie est présent en permanence. Les autres moyens d'extinction sont renforcés, tenus prêts à l'emploi. L'exploitant définit les autres mesures qu'il juge nécessaires pour lutter contre l'incendie et évacuer les personnes présentes, afin de s'adapter aux risques et aux enjeux de l'installation.</p> <p>Pour les installations comportant un plan de défense incendie défini au point 23, l'exploitant y inclut les mesures précisées ci-dessus.</p>	<p>En cas de non-disponibilité du système d'extinction automatique d'incendie, un gardien sera missionné pour assurer la surveillance du site.</p>
<p>L'exploitant s'assure d'une bonne maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie (exutoires, systèmes de détection et d'extinction, portes coupe-feu, clapets coupe-feu, colonne sèche notamment) ainsi que des installations électriques et de chauffage. Les vérifications périodiques de ces matériels sont inscrites sur un registre.</p>	<p>L'ensemble des équipements de sécurité et de secours feront l'objet de vérifications ou contrôles périodiques.</p>



PRESCRIPTIONS DE L'ARRETE MINISTERIEL DU 11 AVRIL 2017	EVALUATION DE L'ADEQUATION DU PROJET - DISPOSITIONS PREVUES / A PREVOIR
<b>23. PLAN DE DEFENSE INCENDIE</b>	
<p>Pour tout entrepôt soumis à autorisation ou ayant application des dispositions particulières prévues au point 7, un plan de défense incendie est établi par l'exploitant, en se basant sur les scénarios d'incendie d'une cellule.</p> <p>Le plan de défense incendie comprend :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>– le schéma d'alerte décrivant les actions à mener à compter de la détection d'un incendie (l'origine et la prise en compte de l'alerte, l'appel des secours extérieurs, la liste des interlocuteurs internes et externes) ;</li> <li>– l'organisation de la première intervention et de l'évacuation face à un incendie en périodes ouvrées;</li> <li>– les modalités d'accueil des services d'incendie et de secours en périodes ouvrées et non ouvrées;</li> <li>– la justification des compétences du personnel susceptible, en cas d'alerte, d'intervenir avec des extincteurs et des robinets d'incendie armés et d'interagir sur les moyens fixes de protection incendie, notamment en matière de formation, de qualification et d'entraînement;</li> <li>– le plan de situation décrivant schématiquement l'alimentation des différents points d'eau ainsi que l'emplacement des vannes de barrage sur les canalisations, et les modalités de mise en œuvre, en toutes circonstances, de la ressource en eau nécessaire à la maîtrise de l'incendie de chaque cellule;</li> <li>– la description du fonctionnement opérationnel du système d'extinction automatique, s'il existe;</li> <li>– la localisation des commandes des équipements de désenfumage prévus au point 5 ;</li> <li>– la localisation des interrupteurs centraux prévus au point 15, lorsqu'ils existent ;</li> <li>– les dispositions à prendre en cas de présence de panneaux photovoltaïques ;</li> <li>– les mesures particulières prévues au point 22.</li> </ul>	<p>Un plan d'opération interne sera réalisé il comportera les éléments ci-contre.</p>



PRESCRIPTIONS DE L'ARRETE MINISTERIEL DU 11 AVRIL 2017	EVALUATION DE L'ADEQUATION DU PROJET - DISPOSITIONS PREVUES / A PREVOIR
<p>Il prévoit en outre les modalités selon lesquelles les fiches de données de sécurité sont tenues à disposition du service d'incendie et de secours et de l'inspection des installations classées et, le cas échéant, les précautions de sécurité qui sont susceptibles d'en découler.</p>	<p>Ce point sera intégré au POI.</p>
<p><b>24. BRUITS</b></p>	
<p><u>24.1 Valeurs limites de bruit</u>            "Au sens du présent arrêté, on appelle :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- émergence : la différence entre les niveaux de pression continus équivalents pondérés A du bruit ambiant (installation en fonctionnement) et du bruit résiduel (en l'absence du bruit généré par l'installation) ;</li> <li>- zones à émergence réglementée :</li> <li>- l'intérieur des immeubles habités ou occupés par des tiers, existant à la date du dépôt de dossier d'enregistrement, et leurs parties extérieures éventuelles les plus proches (cour, jardin, terrasse), à l'exclusion de celles des immeubles implantés dans les zones destinées à recevoir des activités artisanales ou industrielles ;</li> <li>- les zones constructibles définies par des documents d'urbanisme opposables aux tiers et publiés à la date du dépôt de dossier d'enregistrement ;</li> <li>- l'intérieur des immeubles habités ou occupés par des tiers qui ont été implantés après la date du dépôt de dossier d'enregistrement dans les zones constructibles définies ci-dessus, et leurs parties extérieures éventuelles les plus proches (cour, jardin, terrasse), à l'exclusion de celles des immeubles implantés dans les zones destinées à recevoir des activités artisanales ou industrielles.</li> </ul>	<p>Définitions.</p>



PRESCRIPTIONS DE L'ARRETE MINISTERIEL DU 11 AVRIL 2017	EVALUATION DE L'ADEQUATION DU PROJET - DISPOSITIONS PREVUES / A PREVOIR									
<p>Les émissions sonores de l'installation ne sont pas à l'origine, dans les zones à émergence réglementée, d'une émergence supérieure aux valeurs admissibles définies dans le tableau suivant :</p> <table><tr><th>Niveau de bruit existant dans les zones à émergence réglementée (incluant le bruit de l'installation)</th><th>Emergence admissible pour la période allant de 7 heures à 22 heures sauf dimanches et jours fériés</th><th>Emergence admissible pour la période allant de 22 heures à 7 heures ainsi que les dimanches et jours fériés</th></tr><tr><td>Supérieur à 35 et inférieur ou égal à 45 dB (A)</td><td>6 dB (A)</td><td>4 dB (A)</td></tr><tr><td>Supérieur à 45 dB (A)</td><td>5 dB (A)</td><td>3 dB (A)</td></tr></table> <p>De plus, le niveau de bruit en limite de propriété de l'installation ne dépasse pas, lorsqu'elle est en fonctionnement, 70 dB (A) pour la période de jour et 60 dB (A) pour la période de nuit, sauf si le bruit résiduel pour la période considérée est supérieur à cette limite.</p> <p>Dans le cas où le bruit particulier de l'établissement est à tonalité marquée au sens du point 1.9 de l'annexe de l'arrêté du 23 janvier 1997 susvisé, de manière établie ou cyclique, sa durée d'apparition n'excède pas 30 % de la durée de fonctionnement de l'établissement dans chacune des périodes diurne ou nocturne définies dans le tableau ci-dessus.</p>	Niveau de bruit existant dans les zones à émergence réglementée (incluant le bruit de l'installation)	Emergence admissible pour la période allant de 7 heures à 22 heures sauf dimanches et jours fériés	Emergence admissible pour la période allant de 22 heures à 7 heures ainsi que les dimanches et jours fériés	Supérieur à 35 et inférieur ou égal à 45 dB (A)	6 dB (A)	4 dB (A)	Supérieur à 45 dB (A)	5 dB (A)	3 dB (A)	<p>Des mesures acoustiques ont été réalisées préalablement à l'implantation du projet pour qualifier l'état initial de la zone ; le rapport est disponible en annexes.</p> <p>Un suivi périodique de l'ambiance sonore sera réalisé.</p>
Niveau de bruit existant dans les zones à émergence réglementée (incluant le bruit de l'installation)	Emergence admissible pour la période allant de 7 heures à 22 heures sauf dimanches et jours fériés	Emergence admissible pour la période allant de 22 heures à 7 heures ainsi que les dimanches et jours fériés								
Supérieur à 35 et inférieur ou égal à 45 dB (A)	6 dB (A)	4 dB (A)								
Supérieur à 45 dB (A)	5 dB (A)	3 dB (A)								
<p><b>24.2 Véhicules – Engins de chantier</b></p> <p>Les véhicules de transport, les matériels de manutention et les engins de chantier utilisés à l'intérieur de l'installation sont conformes aux dispositions en vigueur en matière de limitation de leurs émissions sonores.</p> <p>L'usage de tous appareils de communication par voie acoustique (sirènes, avertisseurs, haut-parleurs, etc.), gênant pour le voisinage, est interdit, sauf si leur emploi est exceptionnel et réservé à la prévention et au signalement d'incidents graves ou d'accidents.</p>	<p>Il sera fait appel à des sociétés spécialisées pour le transport des marchandises, disposant de véhicules homologués.</p> <p>Engins de manutention électriques ne circulant que dans le bâtiment (pas de stockage extérieur).</p> <p>Pas d'utilisation de sirènes ou autre appareil de communication par voie acoustique.</p>									



PRESCRIPTIONS DE L'ARRETE MINISTERIEL DU 11 AVRIL 2017	EVALUATION DE L'ADEQUATION DU PROJET - DISPOSITIONS PREVUES / A PREVOIR
<p><u>24.3 Surveillance par l'exploitant des émissions sonores</u></p> <p>L'exploitant met en place une surveillance des émissions sonores de l'installation permettant d'estimer la valeur de l'émergence générée dans les zones à émergence réglementée. Les mesures sont effectuées selon la méthode définie en annexe de l'arrêté du 23 janvier 1997 susvisé. Ces mesures sont effectuées dans des conditions représentatives du fonctionnement de l'installation sur une durée d'une demi-heure au moins.</p> <p>Une mesure du niveau de bruit et de l'émergence est effectuée dans les trois mois suivant la mise en service de l'installation.</p> <p>Cette disposition n'est pas applicable pour les installations soumises à déclaration.</p>	<p>Une mesure du niveau de bruit ambiant sera réalisée dans les 3 mois suivant le démarrage de l'exploitation de l'entrepôt, afin de vérifier l'efficacité des mesures prévues.</p>
<b>25. SURVEILLANCE</b>	
<p>En dehors des heures d'exploitation et d'ouverture de l'entrepôt, une surveillance de l'entrepôt, par gardiennage ou télésurveillance, est mise en place en permanence afin de permettre notamment l'alerte des services d'incendie et de secours et, le cas échéant, de l'équipe d'intervention, ainsi que l'accès des services de secours en cas d'incendie, d'assurer leur accueil sur place et de leur permettre l'accès à tous les lieux.</p>	<p>Alarme anti-intrusion et télésurveillance prévues.</p> <p>Gardiennage assuré 24h/24 et 7j/7.</p> <p>La société de télésurveillance disposera de consignes écrites pour la marche à suivre en cas de déclenchement d'une détection (intrusion, incendie...).</p>
<b>26. REMISE EN ETAT</b>	
<p>L'exploitant met en sécurité et remet en état le site de sorte qu'il ne s'y manifeste plus aucun danger et inconvénient. En particulier :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- tous les produits dangereux ainsi que tous les déchets sont valorisés ou évacués vers des installations dûment autorisées ;</li> <li>- les cuves et les canalisations ayant contenu des produits susceptibles de polluer les eaux ou de provoquer un incendie ou une explosion sont vidées, nettoyées, dégazées et, le cas échéant, décontaminées. Elles sont, si possible, enlevées, sinon elles sont neutralisées par remplissage avec un solide inerte. Le produit utilisé pour la neutralisation recouvre toute la surface de la paroi interne et possède une résistance à terme suffisante pour empêcher l'affaissement du sol en surface.</li> </ul>	<p>Sans objet à l'heure actuelle.</p>

